

**Conseil des ministres - Ratification
de l'accord de partenariat sur les
relations et la coopération entre
l'Union européenne et ses Etats
membres, d'une part, et la
Nouvelle-Zélande, d'autre part**
(Paris, 31 janvier 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part.

Cet accord vise à renouveler le cadre des relations entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande et couvre l'ensemble de la relation bilatérale.

Les relations entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande étaient jusqu'à présent encadrées par la « Déclaration commune sur les relations et la coopération », adoptée le 21 septembre 2007, sans valeur contraignante. Le présent accord reflète la relation historique qui lie l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande et leur souhait réciproque de disposer d'un cadre juridique pour cette relation, tout en l'étendant à de nouveaux domaines.

Il traduit également la volonté de l'Union européenne de se positionner comme acteur sur les enjeux politiques et de sécurité en Asie et en Océanie, en approfondissant le dialogue politique avec la Nouvelle-Zélande et en exprimant également le souhait commun de poursuivre le dialogue en matière de droits de l'Homme.

Il met enfin l'accent sur la menace grave que constitue la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, et engage l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande à coopérer afin de lutter contre cette menace, et contre le terrorisme./.